

SUPERVISÉ PAR LE GOUVERNEMENT ALGÉRIEN

Conclave des rebelles maliens à Alger

L'Algérie tente de rattraper le temps perdu et s'implique activement dans la recherche d'une solution durable à la crise malienne, à travers une aide à la relance d'un dialogue inclusif entre les différentes parties au conflit. Des mouvements armés ayant activé dans le Nord-Mali sont, à leur demande, en consultations avec les autorités algériennes, depuis le 15 janvier dernier à Alger.

Sofiane Aït Ifflis — Alger (Le Soir) — L'information n'avait pas couru les rédactions algéroises, donnant aux tractations encore le cachet de consultations secrètes. Mais la visite de deux jours du Président malien Ibrahim Boubacar Keita en Algérie devait nécessairement les sortir à la clarté du jour. Et c'est fait lors de la conférence conjointe des deux ministres des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra et son homologue malien, Zahadi Ould Sidi Mohamed. La confirmation est venue d'abord du ministre malien des Affaires étrangères qui a paru très à l'aise à évoquer l'existence de ces consultations. D'ailleurs il a nié que ce soient des négociations secrètes. Son gouvernement a été informé par le gouvernement algérien dès que les mouvements

armés maliens ont fait leur demande de se concerter à Alger. Et il le dit. «Il n'y a pas de négociations secrètes, ni d'agenda caché. Les mouvements armés ont, de leur propre volonté, demandé aux frères algériens de les aider à préparer la plate-forme pour les négociations lors du dialogue intermalien qui aura lieu à Bamako. Ils ont fait la demande au gouvernement algérien qui a tout de suite informé le gouvernement malien.

La démarche algérienne vise à faciliter le dialogue intermalien. Elle s'inscrit dans le parachèvement des accords de Ouagadougou», a répondu, sans hésitation, Zahabi Ould Sidi Mohamed.

Le ministre algérien des Affaires étrangères est allé, de son côté, dans le même sens, précisant, lui, qu'il s'agit pour le moment de

consultations exploratoires. «Ce sont des consultations exploratoires qui visent à la relance du dialogue intermalien qui doit être abrité par Bamako. Les discussions sont très positives et très prometteuses. D'autres étapes vont suivre. Il n'y a pas de limite à la liste des participants.»

Ramtane Lamamra, qui a démenti les rumeurs selon lesquelles le MNLA ne serait pas partie prenante des consultations en cours, a insisté pour dire qu'outre le gouvernement malien, l'ensemble des institutions internationales et organisations impliquées dans le processus de paix au Mali sont informées, à commencer par les 5 membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la Minusma, la Cédéao et l'Union africaine. «Même le MNLA est à Alger. Il a raté la plénière du 16 janvier mais il a, par ailleurs, signé des relevés de conclusion.» Le ministre malien des Affaires étrangères a, pour sa part, dit trouver tout à fait normal que certains mouvements hésitent à prendre part aux consultations. Il s'est dit convaincu qu'ils finiront par s'y associer. Zahabi Ould Sidi

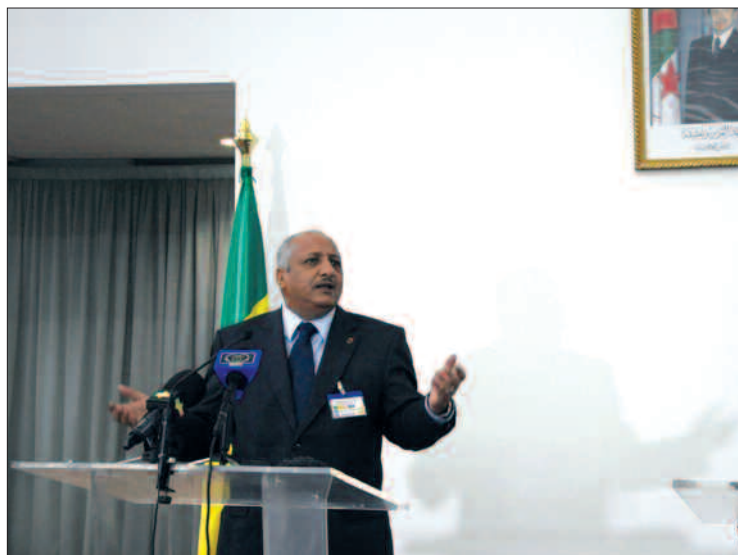


Photo : Newpress

Zahabi Ould Sidi Mohamed, ministre malien des Affaires étrangères.

Mohamed a affirmé, par ailleurs, que le gouvernement malien soutient ces concertations menées par le gouvernement algérien avec les mouvements armés maliens. S'agissant de la situation qui prévaut dans le nord du Mali, il a affirmé que «les djihadistes n'ont pas une position inaccessible aux forces maliennes et à

leurs partenaires internationaux». Relativement aux otages algériens détenus par le Mujao, Ramtane Lamamra a soutenu qu'ils «sont en vie» et qu'il espère leur libération le plus rapidement possible. Il a nié aussi l'existence de drones américains qui survoleraient les territoires algérien et tunisien.

S. A. I.

FFS

Plaidoyer pour une «véritable transition démocratique» en Algérie

Le FFS plaide pour une «véritable transition démocratique» en Algérie. C'est à cette conclusion que les participants à la journée d'étude sur les transitions organisée par ce parti sont parvenus après plusieurs heures de débat.

Abder Bettache — Alger (Le Soir) — M. Mohand Amokrane Cherifi a indiqué que «tout est possible, dès lors qu'il existe une volonté politique de considérer l'intérêt national avant les intérêts particuliers». Pour le FFS, «le changement n'est possible que si les tenants du système et ceux qui s'y opposent trouvent un intérêt à ce changement.

Si tous ne sont pas convaincus qu'il y a une montée des périls et que le statu quo est suicidaire pour tous, alors rien ne bougera et l'on ira droit à la catastrophe avec des scénarios à terme imprévisibles et violents». Et d'ajouter : «Le système et les forces représentatives en dehors du système doivent admettre que le changement de système ne peut pas se faire par une seule des parties,

sans ou contre l'autre partie, mais ensemble.» Selon les conclusions de cette étude, «la transition doit être conduite selon une feuille de route politique, économique, sociale et culturelle dont les grandes lignes (le contenu et le calendrier) seront convenues entre les parties prenantes de la transition». Plus explicite, le FFS considère que pour le cas de l'Algérie, «l'ouverture politique post-événements d'Octobre 88 a échoué.

Le pays n'est pas entré dans un processus de transition véritable». «La nécessité d'une transition démocratique se fait chaque jour plus urgente. Chaque occasion ratée ajoute à la complexité de la situation. Le statu quo est le contraire de l'unité et de la cohésion sociale, le contraire de la stabilité

et de la sécurité du pays. L'importance d'un consensus national est une étape cruciale pour ouvrir la voie à une transition démocratique et à un Etat de droit. Seul l'Etat de droit constitue un garant fiable de la sécurité des protagonistes.»

Lors de son intervention à l'ouverture de cette journée d'étude, le premier secrétaire national du FFS, M. Ahmed Betatatache, a indiqué que la prochaine élection sera «fermée». Selon lui, «tous les indicateurs montrent que le prochain rendez-vous sera fermé».

«Il serait absurde de croire que l'ouverture du champ politique peut se faire en trois mois pour parvenir à un scrutin pluraliste, libre et intègre», a-t-il dit. Ahmed Bettatache s'est prononcé pour une transition démocratique qui tienne compte des «données relatives à l'Algérie». «Le monde et la région connaissent, aujourd'hui, une dynamique qui vise à changer les régimes. Ces régimes ne

peuvent y résister vu leur incapacité à faire face à la volonté des peuples qui désirent vivre en toute liberté. Deux options s'offrent à ces régimes : fuir en avant et rentrer dans une spirale d'instabilité et de violence comme ce fut le cas pour les régimes arabes, ou amorcer un processus de transition démocratique garantissant le transfert du pouvoir à des institutions élues à la faveur d'un scrutin pluraliste et libre», a-t-il conclu.

A. B.

GHARDAÏA
Retour à la violence

Des actes de violence et des échauffourées, entre groupes de jeunes dans des quartiers de la vallée du M'zab (Ghardaïa), ont repris hier après-midi, a constaté un journaliste de l'APS.

Plusieurs quartiers des communes, situées dans la vallée du M'zab (regroupant 4 communes), auparavant épargnés par les actes de violence, se sont retrouvés en début d'après-midi confrontés à des échauffourées entre groupes de jeunes ayant été à l'origine d'incendie de locaux commerciaux et d'habitations.

Ces actes de violence ont repris suite à des appels à «la grève du cartable» (école) et celle des commerçants, diffusés par le biais de réseaux sociaux par des personnes s'autoproclamant militants des droits de l'Homme, «en signe de protestation contre l'insécurité». Des dizaines de jeunes (malékites et ibadites) s'affrontaient à l'aide de pierres, d'objets hétéroclites ou de cocktails Molotov dans les quartiers jusque-là épargnés, tels que ceux d'El-Aïn, El-Chaâba, à l'entrée de Daya Ben Dahoua, et près du lycée Moufdi-Zakaria à Béni Isguen.

Une dizaine de locaux et d'habitations ont été saccagés et incendiés, et un imposant renfort de brigades d'intervention rapide de la gendarmerie a été déployé, pour renforcer le dispositif de la police qui a usé, à plusieurs reprises, de bombes lacrymogènes pour disperser les antagonistes.

Les rues ont été désertées par les citoyens, ainsi que les commerces, les banques et administrations.

APN

Le projet de loi sur les mines adopté

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté dimanche à une écrasante majorité le projet de loi sur les mines après avoir fait l'objet de 5 amendements sur les 22 amendements proposés par les députés.

Les représentants du parti du Front de la justice et du développement (FJD) se sont abstenus durant le vote du projet au cours de la séance présidée par le vice-président de l'APN, Ali Hamel.

Les amendements proposés au projet de loi visaient la suppression de certains alinéas de plusieurs articles, la reformulation d'autres articles et l'association des élus locaux au processus de remise des autorisations de prospection et d'exploitation des champs de mines, ainsi que l'annulation d'un article bis portant sur la possibilité de financement par l'Etat de programmes d'exploration des mines. Les amendements ont concerné également le rajout d'un nouvel

article-bis portant sur la possibilité pour le détenteur de l'autorisation minière de présenter une demande au ministre de l'Energie et des Mines au cas où un litige l'opposerait au propriétaire du champ minier, ainsi que l'introduction d'un autre article-bis engageant tout exploitant ou prospecteur d'une mine de verser au préalable une garantie financière au cas où, à la fin des travaux, il n'aurait pas retiré ses engins et son matériel, pour réaménager le périmètre.

Un député a proposé d'intégrer dans la liste des produits miniers le corail et les pierres précieuses qui relèvent d'un système d'autorisation spécial, proposition rejetée par les députés.

A l'issue de l'adoption de la loi, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, s'est déclaré «satisfait» du vote de l'Assemblée «qui représente un acquis pour l'économie nationale car il renforce le rôle de l'Etat dans les activités minières, adresse un message d'espoir aux générations montantes et tend à conférer au secteur minier

un rôle plus important au développement économique et social du pays». L'objectif de cette loi qui amende celle promulguée en 2001 vise essentiellement à associer le secteur minier au développement de l'économie nationale, en faire une source importante de richesses et revenus en devises, un pourvoyeur d'emplois, notamment dans les régions les plus reculées et défavorisées, et un pôle de développement.

Le nouveau texte vise à créer les conditions idoines pour la relance du secteur à travers un financement suffisant pour l'exploration de nouveaux gisements miniers exploitables commercialement.

A travers cette nouvelle loi, le gouvernement aspire aussi «à augmenter les réserves minières nationales afin de répondre aux besoins de l'économie nationale et d'augmenter le volume des exportations en produits miniers». Le texte de loi introduit aussi une classification distincte pour les mines et les carrières.

(APS)